



RP no. 4 - PG/let

Maputo, le 1er septembre 1981

an					a/a
Datum					10.9
Visa					HJ
EDA 10. Sep. 1981					
Tel. P. A. 21.31. Maputo					

Intensification de la guérilla au Mozambique

D'aucuns pensaient qu'après l'indépendance du Zimbabwe la rébellion armée menée par le Mouvement de la résistance nationale du Mozambique (RNM) au sud du Zambèze entre le port de Beira et la frontière du Zimbabwe n'allait pas tarder à être jugulée. Le rapport des forces avait tourné en leur défaveur et après avoir perdu leur sanctuaire rhodésien, les rebelles n'avaient plus aucune liberté de mouvement et leur ravitaillement était devenu très précaire. La liquidation de cette guérilla était d'autant plus probable qu'en juin 1980, à Sitatonga, l'armée mozambicaine prit d'assaut le quartier général de la RNM en tuant 272 rebelles et en faisant près de 300 prisonniers. De plus, pour extirper les racines de cette rébellion, le Président Machel et le Premier Ministre Mugabe se sont rencontrés à plusieurs reprises, la dernière rencontre eut lieu en mai de cette année, pour coordonner leurs actions militaires afin d'empêcher toute infiltration de part et d'autre de la frontière et d'assurer le libre franchissement de celle-ci par les forces régulières avec droit de poursuite.

Malgré ces mesures, le Gouvernement mozambicain n'a pu toutefois donner le coup d'estocade à ce mouvement de résistance. Bien au contraire, celui-ci, tout en réduisant son terrain de manoeuvre, a porté principalement ses attaques contre des objectifs économiques importants et difficiles à protéger, telles la voie ferrée Beira-Umtali et surtout la route principale qui relie la capitale à Beira.

Après un certain répit constaté pendant les derniers mois de 1980, le raid militaire sud-africain du 30 janvier 1981 semble avoir donné le coup d'envoi à une nouvelle offensive de la part du RNM qui a intensifié ses coups de main et porté ses actions dans des régions stratégiques. En avril dernier, le Ministère de l'Industrie et de l'énergie a dû reconnaître que la coupure du courant sur les lignes électriques de transmission de Cabora Bassa, qui alimentent l'Afrique du Sud, était due au sabotage perpétré par les groupes armés contre-révolutionnaires. En effet, 4 pylônes électriques ont été dynamités dans une zone désertique à 580 km au sud du barrage, lesquels n'ont à ce jour pas encore pu être remis en état, en raison des difficultés du terrain et du fait que les rebelles ont soigneusement miné les alentours.

../..



Depuis cette action qui porte un sérieux préjudice à l'économie du pays, la situation n'a cessé d'empirer. Bien que les autorités gouvernementales et la presse évitent soigneusement de relater ces événements en cherchant à les minimiser, force est de constater que la guérilla gagne chaque jour en intensité et frappe dans toutes les zones stratégiques. Le tronçon de la route menant de la Capitale à Beira, de la rivière Save au croisement d'Inchope soit 200 km, est constamment attaqué et ne peut être emprunté que sous la protection de l'armée. Un témoin qui a fait dernièrement le voyage m'a assuré avoir vu le long de la route de nombreux camions brûlés et même un bus dont les passagers ont été tués. Par ailleurs, la zone sud de Beira est infestée de rebelles qui multiplient à loisir les coups de main. Cette ville vient, en effet, d'être privée d'électricité et d'eau pendant plusieurs jours, à la suite d'un sabotage contre les lignes à haute tension de la centrale électrique de Mavuzi. La voie ferrée et la route qui relie Beira à la frontière du Zimbabwe sont aussi très vulnérables et des convois sont fréquemment attaqués voire brûlés par des groupes d'insurgés. Ceux-ci ont du reste déjà fait savoir qu'ils feront sauter le pipeline qui doit relier Beira à Salisbury dès qu'il sera mis en service à la fin de l'année. Actuellement, les autorités provinciales hésitent de faire transiter les camions-citernes transportant le pétrole à destination du Zimbabwe de peur de les voir exploser.

Dans le secteur frontalier du Zimbabwe, notamment dans la région de Espungabera et à l'est de Chipinga, des accrochages se produisent journellement, faisant récemment plus de 500 morts dont une centaine de soldats mozambicains. De nombreux villages de la région ont été occupés par les insurgés et les hommes en âge de servir sont indoctrinés et incorporés dans les rangs du RNM. On parle également de nombreuses désertions au sein des forces gouvernementales et dernièrement une cinquantaine de soldats et deux officiers auraient rejoint les rebelles.

Divers indices permettent de penser que la zone de guérilla tend à s'étendre au nord dans la province de Tete, aux frontières de la Zambie et du Malawi, et dans le sud, à la frontière sud-africaine, dans la région de Namaacha, à quelque 100 km de la capitale. Du reste les garnisons militaires et les contrôles de route dans cette région ont été renforcés. Aussi le Gouvernement vient-il de déconseiller à certaines personnalités de passage à Maputo d'emprunter les routes menant au Swaziland, en leur faisant savoir qu'il ne pouvait assurer leur sécurité.

../..



- 3 -

Cette recrudescence de la guérilla inquiète au plus haut point les autorités mozambicaines qui s'efforcent à pallier à cette situation en renforçant par tous les moyens leur système de défense. Toutefois, leur armée de 30'000 hommes, dont l'instruction laisse fortement à désirer, n'est pas en mesure de contrôler de si vastes régions, pour la plupart boisées et marécageuses, des plus propices à la guérilla. Aussi, le Président Machel a-t-il fait appel à plusieurs reprises à son voisin, le Président Nyerere, pour l'envoi de militaires voire d'instructeurs pour renforcer le dispositif militaire de la région de Beira, et à son ami, le Premier Ministre Mugabe, pour rendre moins perméable la frontière zimbabwéenne. A ce propos, on pense que les 102 conseillers militaires coréens qui seront prochainement appelés, selon l'accord passé en 1980 entre le Président Kim Il Sung et le Pr. Ministre Mugabe, à instruire une brigade de 5000 hommes dans la région frontalière d'Inyanga, seront également en mesure d'étendre leur instruction aux forces populaires mozambicaines stationnées dans cette région.

Sur le plan intérieur, rien n'est négligé et nul relâchement n'est permis. Les groupes de vigilance et les milices populaires sont renforcés et la surveillance est intensifiée. La population est constamment mise en garde sur les dangers qui la menacent, tout en étant tenue à dénoncer tout ce qui lui est étranger et suspect, et à pouvoir affronter toute attaque de l'ennemi d'où qu'elle vienne. De son côté, la police d'Etat SNASP profite de cette situation pour mieux quadriller le pays et consolider les assises de la révolution socialiste. Ces mesures sont si bien implantées qu'un certain traumatisme s'est emparé tant de la population que de l'armée. Cette dernière vient, par exemple, de provoquer un sérieux incident, en abattant par méprise un Dakota DC-3 de la compagnie française Hermet, qui procédait à une exploration géologique dans la province de Gaza, où 6 ingénieurs dont 5 français et 1 américain ont trouvé la mort. Les servants de cette batterie de DCA avaient tout simplement pensé qu'il s'agissait d'un appareil sud-africain venant ravitailler la guérilla.

Les causes de l'intensification de la guérilla doivent être recherchées aussi bien dans la dégradation de la situation intérieure mozambicaine que dans la politique actuelle de l'Afrique du Sud visant à destabiliser la région australe. Pour la situation intérieure, il est certain que les 6 ans d'indépendance n'ont pas apporté l'ombre d'une amélioration du bien-être de la population. L'appauvrissement ne fait qu'empirer, le



ravitaillement en denrées de première nécessité est toujours aussi précaire et le rationnement, imposé en ce début d'année, n'a pas apporté de remède miracle à cette situation. Bien au contraire, les queues s'allongent, les produits sont devenus plus rares, plus chers et, en raison du blocage des salaires, encore plus inaccessibles. Bien que le peuple soit indolent et apathique, de sérieux courants de protestation commencent à se faire jour, des critiques contre les dirigeants se font entendre et, dans l'armée un mécontentement et une certaine tendance à l'indiscipline peuvent être décelés. Pour l'instant, il est évident que le RNM n'a aucune chance de mettre en péril le régime imposé par le parti FRELIMO mais le temps joue contre ce dernier, sachant fort bien que les coups portés par les insurgés, dont le nombre est estimé actuellement à 8000, risquent de destabiliser sérieusement l'économie du pays et d'anéantir tout espoir de sortir le pays du marasme et du sous-développement.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, dans le contexte de sa politique actuelle à l'égard des pays de la ligne de front, on peut facilement admettre qu'elle a tout intérêt à apporter un soutien sans cesse croissant à la RNM, par un approvisionnement régulier en armes, munitions et médicaments. Par ailleurs, dans son dessein de contrecarrer la politique agressive que mène le Mozambique contre l'apartheid et l'appui qu'elle donne aux membres de l'ANC qui trouvent refuge sur son territoire, l'Afrique du Sud se plaît à semer l'insécurité le long de la frontière, en provoquant accrochages et incidents de tous genres. Quoi qu'il en soit, ce climat de tension entre les deux pays ne peut que favoriser le renforcement de la guérilla notamment dans une région aussi stratégique que celle de Namaacha et de Massingir.

Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse

G. Peyraud
(G. Peyraud)

cc: Ambassade de Suisse, Addis Abéba